



## Zoom sur un conflit

---

### Burkina Faso

---

**Que s'est-il passé en juin ?** Le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM), affilié à al-Qaeda, aurait tué le 11 juin plus de 100 soldats lors d'une attaque contre une base militaire proche de la ville de Mansila (province de Yagha, région du Sahel), dans ce qui pourrait être l'attaque la plus meurtrière contre l'armée depuis le début des opérations anti-jihadistes en 2015. Le lendemain, un tir d'artillerie a touché le siège de la télévision d'Etat, située près de la résidence présidentielle, dans la capitale Ouagadougou. Bien que le président Ibrahim Traoré ait déclaré que le tir avait été causé par un soldat ayant activé une arme par accident, des rumeurs non confirmées ont laissé entendre que l'attaque de Mansila avait provoqué une mutinerie au sein de l'armée. Les attaques des forces de sécurité et des jihadistes ont continué à faire de nombreuses victimes civiles.

**En quoi est-ce significatif ?** L'attaque du 11 juin et les rumeurs de mécontentement croissant au sein des forces armées illustrent l'incapacité du président Traoré à mettre fin à la violence jihadiste et à la spirale infernale dans laquelle s'enfonce le Burkina Faso. Si le régime militaire affirme publiquement qu'il est en train de rétablir la sécurité, le massacre de Mansila, comme d'autres attaques meurtrières contre l'armée dans les semaines précédentes, montre qu'il n'y est toujours pas parvenu. L'attaque a mis en évidence et alimenté les divisions au sein de l'armée, conduisant à des spéculations quant à la mainmise réelle du régime sur le pouvoir central. Pris entre les jihadistes et les forces de sécurité, les civils paient un lourd tribut.

**Que faut-il surveiller dans les semaines et les mois à venir ?** Les échecs du gouvernement sur le plan de la sécurité pourraient menacer sa survie. Les divisions de longue date au sein de l'armée risquent de s'accroître, tandis que le déficit budgétaire auquel le pays fait face pourrait avoir pour conséquence le défaut de paiement de certaines unités des forces de sécurité. Pour rester au pouvoir, le président Traoré pourrait s'appuyer de plus en plus sur le soutien extérieur de l'Africa Corps et de ses alliés au Sahel, en particulier le Mali et le Niger. Toutefois, si la situation sécuritaire continue à se détériorer au rythme actuel, une lutte de pouvoir pourrait éclater au sein de l'armée et conduire à l'éviction du président Traoré. Un vide au sein du pouvoir pourrait profiter aux groupes jihadistes et aggraver une crise humanitaire déjà catastrophique.

Alors qu'elles peinent à contrôler la situation sécuritaire, les autorités continueront probablement à réprimer durement les dissidents. Elles ont suspendu la quasi-totalité des médias étrangers et bloqué leurs sites internet après que ces derniers ont relayé des allégations de groupes de défense des droits humains concernant des

massacres de civils par les forces de sécurité. Certains médias locaux ont également été suspendus. Des détracteurs du régime militaire ont été enrôlés de force ou ont disparu. La répression va probablement s'intensifier, alors que la junte tente d'étouffer les informations faisant état d'attaques jihadistes contre des soldats, comme le massacre de Mansila. La récente extension d'un décret de mobilisation générale indique que le gouvernement continuera à s'appuyer sur la conscription forcée pour étouffer toute voix critique.

Pendant ce temps, les villageois à travers le pays – en particulier dans les régions de l'Est, du Centre-Est, du Sahel, du Centre-Nord, du Nord et de la Boucle du Mouhoun – se retrouvent pris au piège entre les groupes jihadistes et les forces de sécurité, les uns et les autres ayant souvent recours à une violence indiscriminée. Les mouvements massifs de population – au moins deux millions de personnes sont actuellement déplacées – ne sont pas près de s'arrêter, alors que les civils craignent de retourner dans les zones récemment reprises par le gouvernement par peur de l'insécurité persistante et du blocus que maintiennent les jihadistes dans des dizaines de villes.

**Comment agir ?** Tout en reconnaissant qu'il aura besoin du soutien de la population pour vaincre les jihadistes, le gouvernement devrait mettre davantage l'accent sur la protection des communautés et la lutte contre les abus dans ses rangs.

Les partenaires occidentaux devraient continuer à coopérer avec le régime militaire de Ouagadougou dans des secteurs non sécuritaires, notamment en encourageant la cohésion sociale et le dialogue communautaire, afin de convaincre les autorités de la pertinence des solutions non militaires à l'insécurité. Pour que les massacres de civils ne soient pas oubliés ou passés sous silence par les médias contrôlés par l'Etat, les partenaires occidentaux devraient aussi s'exprimer publiquement chaque fois que des massacres à grande échelle sont commis par l'une ou l'autre des parties au conflit.

Les partenaires occidentaux devraient également continuer à aider les acteurs humanitaires et les ministères compétents à fournir une assistance humanitaire aux populations dans le besoin, notamment les personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui représentent environ 10 pour cent de la population totale de 22 millions d'habitants.